

Qui est le HEZBOLLAH ?

Hezbollah signifie en arabe « parti de Dieu ».

Le Hezbollah est une milice chiite islamiste soutenue par l'Iran et violemment opposée à l'Occident.

Historique



1979 : des Gardiens de la révolution iranienne, les *Pasdarans*, débarquent au Liban pour exporter la révolution iranienne et sont accueillis par Mohamed Hussein Fadlallah dans les camps d'entraînement militaire érigés à cet effet.

1983 : deux élèves de Fadlallah sont promus « martyrs » à l'occasion d'attentats-suicides visant des bases américaine et française à Beyrouth.

16 février 1985 : naissance officielle du Hezbollah.

Emblème : en arabe : « *Seuls [ceux qui font parti] de la religion d'Allah [c'est-à-dire Mohamed et ses fidèles] sont les gagnants* »

Mohamed Hussein Fadlallah, Inspirateur idéologique et « guide spirituel »

Théologien né en Irak d'une famille libanaise, il s'installe à Beyrouth en 1966. Il relaie les discours de l'ayatollah Khomeiny. Depuis l'instauration du régime des Ayatollah en Iran en 1979, l'Iran lui verse des fonds très importants.

Hassan Nasrallah, Secrétaire Général, dirigeant effectif

Il étudie en Irak avec le chiite radical Muhammad Baqir al-Sadr (oncle de Muqtada al-Sadr qui a combattu les Américains à Najaf). En 1978, il revient à Beyrouth, et devient rapidement le chef opérationnel du Hezbollah, puis son Secrétaire général depuis 1992.



Les membres du Hezbollah ont la particularité de faire le salut nazi.

Actes terroristes (extrait)

Victimes

- Libanais. Des centaines de Libanais chrétiens sont toujours portés disparus ; au moins 6 Libanais juifs ont été enlevés et assassinés, dont un homme de 80 ans et ses deux fils ; 17.000 Libanais en tout restent portés disparus depuis la fin officielle de la guerre du Liban.
- Soldats et civils israéliens.
 - Soldats et civils occidentaux

Une centaine d'otages occidentaux a été enlevée par le Hezbollah. Parmi eux, 16 Français, 12 Américains, 4 Allemands et 8 Anglais. Dix sont morts exécutés.

Enlèvements, exécutions

Les enlèvements – de soldats ou de civils - sont une « spécialité » du Hezbollah. Le sort des otages est parfois caché des années, des décennies. Le plus célèbre kidnappé en Israël est Ron Arad, aviateur israélien capturé en 1986, et dont on est sans nouvelle depuis.

L'ONU parle de « disparition forcée » lorsque des personnes sont détenues contre leur volonté par des agents qui refusent ensuite de révéler le sort qui leur est réservé. Ce type d'enlèvements est considéré comme un crime non seulement à l'égard de la personne enlevée, mais aussi pour sa famille qui subit en plus de la disparition la torture morale de ne rien savoir.

Juillet 1982 : enlèvement de David Dodge, vice-président de l'Université américaine de Beyrouth, premier de la longue liste des otages du Hezbollah.

1983 : le Hezbollah enlève William Buckley, chef de la CIA à Beyrouth, puis l'assassine. Ses restes ont été retrouvés le 27 décembre 1991 dans la banlieue sud de Beyrouth.

1985 : 4 Français enlevés : 2 diplomates (Marcel Carton et Marcel Fontaine), 1 journaliste (Jean-Paul Kauffmann) et un chercheur au CNRS (Michel Seurat, exécuté en 1986. Son corps n'a jamais été retrouvé).

Le journaliste américain Terry Anderson, chef du bureau Moyen-Orient d'Associated Press, est détenu pendant près de 7 ans.

1986 : 6 Français enlevés, dont 4 journalistes d'Antenne 2.

1988 : William Higgins, un officier américain travaillant pour l'organisation de supervision de la trêve de l'ONU au Sud-Liban (UNTSO) est kidnappé par le Hezbollah, détenu pendant 528 jours avant d'être exécuté par ses ravisseurs.

2000 : 3 soldats israéliens sont enlevés le 8 octobre, et un civil, Elhanan Tannenbaum. En janvier 2004, les corps des trois soldats enlevés ainsi que Tannenbaum furent échangés contre 429 prisonniers libanais et palestiniens.

Attaques-suicides, attentats terroristes

18 avril 1983 : attentat-suicide au camion piégé contre l'Ambassade américaine à Beyrouth, revendiqué par le Hezbollah sous le nom de Jihad Islamique. 63 morts et 120 blessés.

23 octobre 1983 : explosions simultanées de deux camions piégés devant les casernes des « marines » américains et de l'Armée française à Beyrouth. 241 marines américains et 56 parachutistes français de la Force multinationale sont tués. La veille de l'attentat, les deux futurs « martyrs » étaient longuement reçus par le guide spirituel du Hezbollah, cheikh Mohamed Hussein Fadlallah.

21 décembre 1983 : attaque contre des soldats français de la FINUL au Liban Sud. Bilan : 10 morts, dont un soldat français, et 110 blessés.

1984 : l'annexe de l'ambassade américaine près de Beyrouth est frappée par un camion piégé : 16 morts.

1992 : le Hezbollah revendique l'explosion de l'Ambassade d'Israël en Argentine qui fait 29 morts et 242 blessés et ravage complètement le bâtiment.

20 novembre 2000 : une bombe placée sur la route en Israël fait sauter un autobus qui menait des enfants de Kfar Darom à leur école de Neve Dkaim, dans le Sud de la bande de Gaza. Il y a deux morts (deux adultes) et 9 blessés, dont 5 enfants. L'attentat a été revendiqué conjointement par trois groupes, dont un jusqu'ici inconnu, le *Hezbollah en Palestine*.

En France

Entre Décembre 1985 et Septembre 1986, 13 attentats (dont 2 avortés) à Paris font au total 13 morts et plusieurs centaines de blessés. Toutes les pistes remontent au Hezbollah et à l'Iran.

Détournement d'avions

Décembre 1984 : un avion de ligne koweïtien est détourné et deux passagers américains, employés de l'Agence Américaine pour le Développement International sont assassinés. Les Iraniens qui prirent d'assaut l'avion après son atterrissage à Téhéran promirent de passer les pirates de l'air en jugement, mais ils les laissèrent quitter le pays.

1985 : le Hezbollah pirate un autre avion américain de la compagnie TWA, le force à aller se poser à Beyrouth où il est retenu pendant 17 jours. Durant ces deux semaines un officier de la marine américaine à bord de l'avion est tué par balle, son corps jeté comme une charogne sur la piste, sous l'œil des caméras.

Attentat contre un bureau d'El-Al et une synagogue à Copenhague. 1 mort et 26 blessés.

1988 : Détournement du vol 422 de la Kuwait Airlines reliant Bangkok au Koweït. L'avion se pose en Iran, puis à Alger où les pirates s'échappent. 2 otages koweïtiens sont assassinés.

Bombardements et tirs

Entre 1983 et 2000 : innombrables tirs de katioucha et autres actions armées contre le Nord d'Israël faisant de nombreuses victimes dans les rangs de la population israélienne.

4 avril 2002 : le Hezbollah blesse 5 membres de l'ONU pour les empêcher de passer.

10 août 2003 : des tirs du Hezbollah sur le village israélien de Shlomi tuent un adolescent de 16 ans, Aviv Dadon, et blesse quatre autres personnes.

Coopération active avec les groupes terroristes palestiniens

Les documents saisis dans les bureaux de l'Autorité Palestinienne par l'armée israélienne pendant

l'opération Rempart (avril 2002) prouvent sans ambiguïté l'action de Téhéran, de Damas et du Hezbollah dans le terrorisme palestinien.

Activité militaire commune Hamas, Jihad islamique, FPLP, Hezbollah : Dossiers des services de renseignement palestinien, rapport du 31 octobre 2001 - Rédigé à l'intention d'Arafat par Jibril Rajoub, chef d'un des services de renseignement palestinien : « Des réunions intensives se déroulent actuellement à **Damas**. Y participent les **chefs du Hamas**, du **Jihad islamique**, du **FPLP-CG** et du **Hezbollah**. Grâce à l'aide financière de l'Iran, il s'agit d'**accroître les activités militaires communes**. Tout cela intervient après qu'un message iranien a demandé aux responsables du Hamas et du Jihad islamique d'**empêcher que la situation ne se calme en lançant des attaques suicides contre les Israéliens**. L'argent sera transféré via le **Hezbollah** afin de déclencher l'escalade dans les prochains jours. »

Bateau Karine A : intercepté en mer par les Israéliens en janvier 2002, contenait 50 tonnes d'armes offensives envoyées par l'Iran à l'Autorité Palestinienne d'Arafat.

Mai 2000 : Retrait israélien du Sud-Liban

Entré au Liban en 1982 pour y chasser l'OLP qui le bombarde sans relâche, Israël se retire partiellement en 1985 en maintenant une zone tampon au Sud-Liban. En mai 2000 le retrait israélien est total - officialisé par l'ONU qui décrète que la « ligne bleue », frontière entre Israël et le Liban est respectée - et le Hezbollah prend « possession » du Sud-Liban.

**Le Sud-Liban est totalement contrôlé par le Hezbollah.
L'armée libanaise n'y pénètre pas.**

Le Hezbollah n'a plus le prétexte de la présence israélienne au Liban, ce qui ne l'empêche pas de tirer des obus et des missiles pour bombarder le Nord d'Israël.

Un loup déguisé en agneau

➔ Les années 80-90 sont marquées par le terrorisme international et les prises d'otage au Liban, et bien sûr les attaques incessantes sur Israël.

➔ **Depuis le conflit israélo-palestinien en 2000 : le Hezbollah intensifie ses tirs de roquettes sur Israël et s'est invité dans le terrorisme palestinien.**

« Est-ce une simple coïncidence si les opérations suicides ont repris en Israël au moment même ou le front Sud [du Liban] s'enflammait ? »

Al-Nahar, journal libanais, 14 août 2003

- L'Iran et la Syrie ont renforcé la capacité militaire et financière du Hezbollah.
- **Le Hezbollah a ouvert un front sur la frontière Nord d'Israël** et y envoie régulièrement des roquettes. La portée maximale des roquettes est de 40 km et peut atteindre Haïfa.
- **Le Hezbollah a commandité et organisé des attentats en Israël** : en 2004, le Hezbollah pilotait 51 cellules terroristes en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza, commettant 68 attaques terroristes (24 Israéliens tués, 52 blessés).
Aujourd'hui, le Hezbollah a des milliers d'hommes en arme et une batterie de 12.000 missiles pointés vers Israël.

➔ **Depuis l'élection de Mahmoud Abbas, le Hezbollah tente de faire déraiper le processus en cours entre les Palestiniens et les Israéliens.**

Malgré tout cela, le Hezbollah cherche à masquer ses activités terroristes et ses buts hégémoniques en s'infiltrant de façon plus « douce » dans la société libanaise :

- Le Hezbollah, grâce à la prodigalité de l'Iran, dispense des aides sociales abondantes et assied ainsi son emprise sur la société libanaise.
- Le Hezbollah est entré au Parlement depuis 1992. Il a aujourd'hui 12 sièges sur les 128 du Parlement libanais.

Le Hezbollah d'autre part endoctrine quotidiennement les Libanais et le monde arabe grâce à sa télévision *Al-Manar*.

Nasrallah a donc un outil puissant pour diffuser ses messages et ses appels à la guerre du jihad contre l'entité sioniste :

- Novembre 2002 :

« La nation islamique a recommencé à utiliser les attaques suicide ; sans ces attaques, la lutte n'a aucun sens. (...) Nous devons diffuser [l'idée de] la mort pour suivre la voie d'Allah et des actions suicidaires pour la lutte de la nation [islamique] afin de protéger notre terre. » (Nasrallah, *El-Intikad* (journal du Hezbollah), 15 novembre 2002)

- Mai 2003 :

Nasrallah appelle les Palestiniens à continuer d'utiliser un langage de guerre et à poursuivre l'intifada et les opérations suicides : **« La guerre du jihad contre l'entité sioniste durera tant que cette tumeur cancéreuse [Israël] ne sera pas extirpée ».**

- Juillet 2004 :

Nasrallah déclare officiellement que son organisation soutient concrètement le terrorisme palestinien.

Où a-t-on vu un groupe parlementaire posséder 12.000 missiles dont l'ordre de tir ne dépend pas de l'Etat, mais de pays étrangers ? Existe-t-il au monde un « parti » représenté au Parlement qui a la capacité de frapper partout dans le monde, et qui commet des attentats à l'étranger ? Quel groupe parlementaire s'est spécialisé dans l'enlèvement de soldats et de civils ?

Quel groupe parlementaire finance des terroristes pour commettre des attentats-suicides à hauteur de 100.000\$ par acte ?

Les Libanais et l'Autorité Palestinienne accusent

Le Liban accuse :

Jubran Tweini, directeur d'un des plus grands quotidiens libanais, *Al-Nahar*, accuse Nasrallah d'ingérence dans les affaires palestiniennes (*Al-Nahar*, 14 août 2003). Son avis est représentatif de celui de la majorité des Libanais :

« Qui décide des actions militaires au Sud [Liban] ? Nous, Libanais, avons le droit de savoir comment ces décisions sont prises, vu qu'elles affectent directement tout le Liban et tous les Libanais. (...) Mais nous savons bien, au fond, que ce n'est pas le Liban qui détermine la poursuite des opérations militaires au Sud. (...) On peut dire que l'impuissance du gouvernement, et le fait qu'il n'assume pas ses responsabilités nationales, en ont fait, aux yeux du monde, le principal responsable des violations de la paix au Sud Liban, bien que certains de ses membres s'efforcent, par des communiqués et des déclarations, d'occulter le rôle du Hezbollah et ses opérations. (...) Nous sommes opposés au Hezbollah parce que ce dernier n'a pas le droit d'exister en tant que mouvement armé dans l'Etat, notamment depuis l'accord de Taïf. Le Hezbollah n'a pas le droit d'opérer comme un Etat dans l'Etat, par [la politique du] fait accompli, ni d'appliquer sa propre politique comme s'il n'existait pas d'institutions gouvernementales (...) Il est inadmissible de laisser le Hezbollah décider de l'usage de la force contre Israël. [Cette initiative] doit être celle de tous les Libanais dans le cadre d'une décision nationale globale et d'une stratégie claire. »

L'Autorité Palestinienne de Mahmoud Abbas accuse :

➤ Mahmoud Abbas a envoyé en février 2005 des émissaires au Liban pour tenter de stopper l'action nocive du Hezbollah.

➤ L'Autorité Palestinienne a mis sur pied un comité chargé du contrôle des transferts bancaires du Hezbollah aux éléments terroristes palestiniens (après avoir déjà intercepté des correspondances prouvant ces transactions).

Le Hezbollah effectue des virements bancaires notamment pour payer des terroristes à commettre des attentats : il est aujourd'hui prêt à payer la somme de 100.000\$ pour un attentat suicide, alors que son montant était de 20.000\$ avant l'élection d'Abbas.

➤ Des menaces de mort ont été émises par le Hezbollah à l'encontre de Mahmoud Abbas à la veille du sommet de Sharm el-Sheikh du 8 février 2005. Mahmoud Abbas en a alerté les Etats-Unis et l'Europe.

Rôle de l'Iran et de la Syrie

Unis contre Israël, l'Iran et la Syrie se servent du levier hezbollahi comme d'un bras armé pour maintenir et exacerber les tensions. Ces deux régimes autoritaires n'ont rien à gagner d'un processus de démocratisation et de paix dans la région.

IRAN : L'Iran fournit l'idéologie islamiste radicale, de gros moyens financiers et des armes au Hezbollah. Il soutient aussi concrètement les organisations islamistes palestiniennes.

SYRIE : La Syrie est un intermédiaire entre l'Iran et le Liban. C'est une base arrière par laquelle transitent les armes venues d'Iran (et un peu de Syrie). Damas abrite les bureaux des groupes terroristes libanais et palestiniens.

Hezbollah : menace à stabilité régionale
Menace à la paix israélo-palestinienne
Menace à l'intégrité libanaise

Au lendemain du sommet de Sharm el-Sheikh, le 8 février 2005, des membres des services de sécurité palestiniens (sous couvert d'anonymat) ont rapporté que le Hezbollah représente actuellement la menace la plus grave à la trêve signée avec les Israéliens. Ils l'ont dit aux agences de presse *Reuters* et *Associated Press*, parce qu'ils veulent que le monde le sache.

Le Hezbollah de plus empêche le Gouvernement libanais d'exercer sa souveraineté sur tout le Liban.

La résolution 1559 du Conseil de Sécurité de l'ONU appelle à l'intégrité territoriale du Liban, sa souveraineté et son indépendance politique placée sous l'autorité exclusive du gouvernement libanais.

L'ONU ne les nomme pas mais évoque cependant très clairement l'Iran (« les milices non libanaises »), le **Hezbollah** (« **les milices libanaises** ») et la Syrie (« les forces étrangères »).

Cette résolution n'est qu'une redite de la résolution 520 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 17 septembre 1982 (« strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et l'indépendance politique du Liban sous la seule et exclusive autorité du Gouvernement libanais, à travers l'Armée libanaise, sur tout le Liban »).

Si l'UE veut jouer un rôle au Proche-Orient, si elle veut un processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, si elle veut un Liban libre, démocratique et souverain, elle devrait montrer la même cohérence avec le Hezbollah qu'avec la Syrie.

Par conséquent, le Hezbollah étant aujourd'hui ce qu'il est, un organisme terroriste, il faudrait qu'il soit inscrit sur la liste européenne des organisations terroristes. Actuellement, seul un membre du Hezbollah est classé par l'Union européenne comme étant un terroriste. Il s'agit du Libanais Imad Mugniyah, officier supérieur des services de renseignement du Hezbollah.

Le 10 mars 2005, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il « demande à la Syrie de ne tolérer aucune forme de terrorisme, y compris l'appui à l'activité du Hezbollah ainsi que d'autres groupes armés », et il « considère qu'il existe des preuves irréfutables de l'action terroriste du Hezbollah et qu'il convient que le Conseil prenne toutes les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à cette action ».

L'inscription du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes serait un signal clair de la détermination européenne à aller vers la paix et la stabilité de cette région.

Cette inscription implique en outre des sanctions financières qui permettent de bloquer des comptes en banque dans les pays de l'UE, de casser des réseaux financiers internationaux qui alimentent le terrorisme.

Sources, entre autres :

MEMRI (Middle East Media Research Institute)

<http://www.memri.org/>

Intelligence and Terrorism Information Center

<http://www.intelligence.org.il/eng/default.htm>